

Espagne : Baisse de 11%% de revenu du secteur de la tomate

Les représentants du secteur de la tomate, membres du comité Italien -Hispano-Français de tomate, ont fait le point sur la campagne 2015-2016 lors d'une réunion qui s'est déroulée jeudi dernier à Rome.

La campagne 2015-2016 a été marquée par une véritable crise des prix qui a connu des améliorations au cours de certaines périodes. Selon les coopératives agricoles espagnoles, entre le mois de septembre 2015 et février 2016, le secteur a connu une baisse de 11% des revenus et une baisse de 17% pour les prix.

Cette situation est le résultat de plusieurs facteurs, dont principalement les températures élevées, qui ont avancé et intensifié les cycles de production ; l'amplification des importations de l'UE en provenance du Maroc, et l'embargo russe sur les produits en provenance de l'Union européenne et la Turquie qui a provoqué une saturation du marché.

Les producteurs, les coopératives et les exportateurs ont affirmé que le secteur a été confronté à de graves difficultés en raison des pertes qu'ils ont subies. Ils ont également déclaré qu'ils ont perdu de leur compétitivité en raison des difficultés croissantes qu'ils ont affrontées pour obtenir des pesticides. À cet égard, ils ont déclaré, que l'UE n'applique pas les mêmes règles sur les pays d'où elle s'approvisionne.

Pour faire face à cette situation, les participants à cette réunion ont réaffirmé la nécessité d'adopter les mesures qu'ils ont présenté à la Commission au début de cette année, et qui comprennent l'augmentation du montant des indemnités de retrait communautaire, l'application de la clause de sauvegarde et la rectification de la méthode de calcul de la valeur des importations dans le cadre de l'accord Maroc-UE pour établir deux valeurs d'importation différenciant les tomates rondes et les tomates cerises , afin de protéger efficacement l'UE des importations en provenance de ce pays.

Enfin, ils ont demandé aux institutions communautaires d'accroître leurs efforts pour normaliser les relations commerciales avec la Russie (un marché stratégique qui ne peut être remplacé pour le moment), et d'adopter des mesures visant à rééquilibrer le pouvoir de négociation entre les opérateurs sur le marché.